

À Beyrouth, des réfugiés dont nul ne veut

Dans un pays, le Liban, qui fait naufrage, les réfugiés venus d'Irak et surtout de Syrie voient leur condition devenir dramatique : 9 sur 10 survivent sous le seuil d'extrême pauvreté, sans statut (le Liban n'étant pas signataire de la Convention de Genève sur les réfugiés), et en butte à des marques d'hostilité croissante. C'est pour permettre aux plus vulnérables d'entre eux d'être accueillis en France que vient d'être renouvelé le dispositif des « couloirs humanitaires ».



Vue du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, en place depuis 1948 : l'un des lieux où intervient Soledad André © Soledad André pour Défap

Après 10 ans de crise, la vie est plus difficile que jamais pour les Syriens déracinés. L'onde de choc mondiale générée par la photo du petit Alan Kurdi, 3 ans, retrouvé noyé sur une plage de Turquie le 2 septembre 2015, a certes provoqué une

prise de conscience de la nécessité d'éviter les « voyages de la mort » à travers la Méditerranée ; elle a été notamment à l'origine du projet des « couloirs humanitaires », né en Italie d'une initiative œcuménique avant d'être étendue en France... Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Depuis 2011, des millions de Syriens ont dû fuir les combats, soit à travers leur propre pays, soit en tentant d'atteindre les pays voisins comme la Turquie, le Liban ou la Jordanie. On estime qu'ils sont environ 5,6 millions répartis aujourd'hui dans ces trois pays, dont 1,5 million pour le seul Liban, petit pays de 6 millions d'habitants. En Syrie même, Bachar al-Assad, après avoir repris le contrôle de la majorité du territoire, réclame leur retour – ce que la plupart d'entre eux redoutent, craignant d'être enrôlés dans l'armée ou arrêtés par les services de renseignement. Les autorités libanaises ont officiellement soutenu cette position et affirmé que les conditions en Syrie étaient propices à ce retour, allant à l'encontre de la position du HCR, le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu.

L'impossible retour en Syrie

Dans un pays en déroute, le Liban, les réfugiés syriens font ainsi partie des plus fragiles parmi les fragiles. Sans statut officiel, sans structure pour les accueillir, sans moyen de subsistance, ils se retrouvent au centre de tensions politiques croissantes après avoir fui la guerre dans leur pays. Il faut dire que le Liban lui-même connaît une crise considérée comme sans équivalent depuis 1850, selon la Banque Mondiale : entre la crise du Covid-19, l'explosion du port de Beyrouth, une crise économico-politique qui a mis en lumière la corruption de l'ensemble de la classe dirigeante et a fait basculer les trois-quarts des Libanais dans la pauvreté, la plupart des habitants du pays survivent aujourd'hui au jour le jour, entre coupures d'électricité (les centrales n'étant plus alimentées en hydrocarbures), impossibilité de se procurer des biens de première nécessité (devenus inaccessibles du fait de

l'inflation, qui a atteint 131,9% au cours des six premiers mois de 2021) ou d'obtenir de l'essence pour se déplacer ou du fioul pour leurs générateurs. Près d'un quart des Libanais vivent même sous le seuil d'extrême pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour. Le PIB du Liban a chuté d'environ 55 milliards de dollars en 2018 à 20,5 milliards de dollars prévus en 2021, tandis que le PIB réel par habitant a chuté de 37,1%. Une baisse aussi brutale, note la Banque Mondiale, est généralement associée à une situation de guerre.

Face à la violence de cette crise, la réponse des autorités publiques a été molle et inefficace ; la Banque Mondiale elle-même souligne la toxicité du « consensus politique de préserver un système économique en faillite qui a profité à quelques-uns pendant très longtemps ». En revanche, la question des réfugiés syriens devient de plus en plus facilement un exutoire. Il leur a notamment été reproché d'avoir accès à des aides d'ONG internationales, voire de constituer une main d'œuvre à bas coût et de faire baisser le salaire des Libanais – un ressentiment exploité sans vergogne par certains politiques libanais. La crise sanitaire a renforcé ces tensions, certaines municipalités en profitant pour mettre en place des mesures applicables aux seuls réfugiés syriens, comme des couvre-feux. Et les discours politiques réveillent parfois le spectre des « réfugiés palestiniens » arrivés entre 1948 et 1967, un épisode qui avait fortement déstabilisé le Liban.

Comment vivent donc les réfugiés syriens dans un pays qui fait naufrage ? Près de 9 sur 10, selon les estimations du HCR, survivent sous le seuil d'extrême pauvreté. Un foyer sur deux est en insécurité alimentaire et certains en situation de famine et sans accès aux soins. En outre, ils ne bénéficient pas du statut de réfugié au Liban, pays qui n'est pas signataire de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Le gouvernement libanais les considère comme des « personnes temporairement déplacées ». Faute de

solutions durables sur le territoire libanais et à défaut de pouvoir rentrer en Syrie, un grand nombre de ressortissants syriens font des demandes d'asile auprès des consulats de pays membres de la Convention de 1951. Mais obtenir un visa humanitaire est souvent une épreuve hors de portée pour ces réfugiés, même s'ils remplissent toutes les conditions requises. C'est précisément là qu'intervient Soledad André, chargée de mission pour la FEP et présente à Beyrouth en tant qu'envoyée du Défap, sous statut VSI : elle aide à constituer les dossiers, et pour cela doit recueillir des témoignages, reconstituer comme des puzzles des parcours jalonnés de violences et de traumatismes ; il lui faut ensuite prévoir les conditions d'accueil des familles en France, et les accompagner dans l'avion jusqu'à Paris... Une tâche qui prend de plus en plus d'ampleur, et face à laquelle la Fédération des Églises évangéliques italiennes, l'un des partenaires d'origine du projet, peine à maintenir son engagement. Voilà pourquoi le Défap a envoyé récemment une autre volontaire au Liban.

Un nouveau président et une nouvelle SG pour la Cevaa

Après un report en 2020 du fait des contraintes sanitaires, l'Assemblée Générale de la Cevaa s'est tenue du 4 au 8 octobre 2021 en distanciel, les restrictions de circulation entre pays ne permettant toujours pas à tous les délégués des 35 Églises de se réunir physiquement. Elle a élu un nouveau président, le pasteur Michel Lobo, qui succède à Henriette

Mbatchou, et une nouvelle Secrétaire Générale, la pasteure Claudia Schulz, qui succède au pasteur Célestin Kiki.



À gauche : le nouveau président de la Cevaa, le pasteur Michel Lobo (EMU-CI) ; à droite, la nouvelle Secrétaire Générale, la pasteure Claudia Schulz (UEPAL) © DR

C'est une Assemblée Générale exceptionnelle dans sa forme, une AG par temps de Covid, qui s'est tenue du 4 au 8 octobre 2021 et a vu le renouvellement des instances de la [Cevaa](#). Si le temps n'est plus au confinement en France et dans les pays européens voisins, les restrictions de circulation entre pays n'en demeurent pas moins très réelles ; et les délégués des Églises membres de la Communauté d'Églises en mission auraient eu les plus grandes difficultés à se retrouver tous en Suisse, pays qui devait initialement les accueillir. Il a donc fallu adapter le format des rencontres : débats en visioconférence, durée de l'Assemblée Générale raccourcie à 4 jours... Au final, après un report en 2020 du fait de la situation sanitaire, l'AG a pu se tenir en « distanciel », sans les rencontres informelles entre délégués qui permettent d'échanger sur la situation et les défis des diverses Églises, mais néanmoins dans de bonnes conditions techniques, qui ont été saluées par

les participants.

La Cevaa, c'est cette communauté de 35 Églises, présentes sur 4 continents, au sein de laquelle se développent la plus grande partie des relations établies par le Défap. Issue elle aussi de la Société des Missions Évangéliques de Paris et née elle aussi en octobre 1971, elle célèbre également cette année son cinquantième anniversaire, qu'elle a tenu à marquer par des concours de chants et de dessins, et par la prochaine publication d'un recueil de prières et de méditations issues des différentes Églises de la Communauté.

Renouvellement des instances de la Cevaa

Cette onzième Assemblée Générale a vu le renouvellement des instances de la Cevaa : nouveau Conseil Exécutif, nouveau Président, nouvelle Secrétaire Générale. C'est désormais le pasteur Michel Lobo, de l'Église Méthodiste Unie-Côte d'Ivoire, qui présidera la Communauté, succédant à Henriette Mbatchou. Vous pouvez retrouver ci-dessous une interview de lui diffusée [sur le site de la Cevaa en 2017](#), alors qu'il était membre du Conseil Exécutif, et dans laquelle il insistait sur l'honneur et la responsabilité que représentait le fait de siéger ainsi dans les instances de la Communauté :

La pasteure Claudia Schulz, de l'UEPAL, devient pour sa part Secrétaire Générale, succédant au pasteur Célestin Kiki. C'est sa première entrée dans les instances de la Cevaa ; elle sera officiellement en fonction en septembre 2022, à l'issue d'une année de « tuilage » au cours de laquelle elle pourra se familiariser avec tous les enjeux de la Communauté. Actuellement en poste à la paroisse de HautePierre, référente Mosaïc dans l'Eurométropole de Strasbourg, elle connaît bien les défis et les richesses des relations multiculturelles. Elle est aussi en lien avec le Défap et a pu notamment participer, suite à des échanges avec Pierre Adarna Faye, alors vice-président de l'ELS (Église luthérienne du Sénégal), à la mise en place d'un projet d'accompagnement d'activités génératrices de revenus pour les pasteurs dans ce pays. Elle sera le vis-à-vis du Conseil Exécutif auquel elle rendra compte de la bonne marche du Secrétariat. Également chargée des relations institutionnelles, de la communication interne et externe, ainsi que des questions de justice et des droits de l'homme, elle aura pour responsabilité de développer et d'entretenir des réseaux de vigilance pour le respect des droits humains, contre toute forme d'oppression et de discrimination, et pour la sauvegarde de la création.

À noter que le pasteur [Enno Strobel](#), également de l'UEPAL où il est responsable du service Mission, et présent dans les instances du Défap, siégera aussi au Conseil Exécutif. Et au cours de cette Assemblée Générale, il a aussi été discuté du thème : « Cevaa – Maintenons la flamme! », sous lequel était placée cette année de cinquantenaire et qui intéresse toute la Communauté. Les Églises et les paroisses ont été encouragées à s'emparer de ce thème jusqu'à la prochaine AG, afin d'approfondir leur engagement dans la Cevaa.

Décès du Rev. Dr. Samuel D. Johnson

Le révérend docteur Samuel D. Johnson est décédé mercredi 24 mars, à l'âge de 58 ans. Il avait œuvré pour la Communauté Cevaa pendant douze années, jusqu'en 2020, au poste de Secrétaire Exécutif chargé du pôle Animations. Notre compassion et nos pensées les plus émues vont à la famille du Pasteur Johnson, son épouse et ses trois filles. Nous adressons également nos sincères condoléances à toute l'Union des Églises Baptistes du Cameroun.



Le Révérend Dr. Samuel Désiré JOHNSON lors du Conseil Exécutif d'avril 2017, Cotonou © Cécile Richter

C'est avec une tristesse infinie que nous vous avons appris le décès soudain du Révérend Dr. Samuel Désiré JOHNSON,

Ancien Secrétaire Exécutif de la Cevaa chargé du Pôle Animations (2008-2020)

Pasteur de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun,

Docteur en Théologie de l'Université de Hambourg en Allemagne,

Chercheur associé à l'IPT/Faculté de Théologie de Montpellier,

Chercheur associé au Centre Maurice Leenhardt de recherches en missiologie,

Ancien enseignant et doyen de l'Institut Baptiste de formation théologique de Ndiki (IBFTN) au Cameroun,

Ancien Membre du Conseil Scientifique de l'Institut Œcuménique de Théologie Al Mowafaqa au Maroc.

« De son passage à la Cevaa, a souligné la Communauté d'Églises en mission, nous n'oublierons pas son impulsion décisive pour la mise en place et le développement de la formation AEBA, sa collaboration continue avec les Églises en vue du renforcement de l'animation théologique, son attachement à l'histoire de la Communauté Cevaa et de ses Églises-membres, et la relecture de cette histoire à la lumière de l'actualité. Toutes ses œuvres sont un témoignage durable de sa vie ici-bas. »

Le Président du Défap, le pasteur Joël Dautheville, a fait part de la communion du Service protestant de mission dans un message adressé à Henriette Mbatchou, présidente de la Cevaa, et au pasteur Célestin Kiki, Secrétaire général de la Cevaa : *« Le Défap avec son équipe se joint à moi pour vous adresser, ainsi qu'à son épouse, sa famille, son Église et toute l'équipe de la Cevaa, ce message très fraternel à l'occasion de cette dure épreuve.*

*Nous disons à Dieu notre reconnaissance pour ce qu'il a pu apporter dans son ministère et puisons dans les Écritures le souffle de l'espérance en Christ comme l'exprime Paul en Romains 8 : **Car je suis persuadé que ni la mort, ni la vie, ni les anges, ni les dominations, ni le présent, ni l'avenir, ni les puissances, ni les êtres d'en-haut, ni ceux d'en-bas, ni aucune autre créature ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu en Christ-Jésus notre Seigneur.***

Nous sommes en communion de prière avec vous. »

Les obsèques du révérend Samuel Désiré Johnson auront lieu le 29 mars 2021 à 14h30, en simultané, à la fois au cimetière

protestant de Montpellier, à l'Église catholique de Yaoundé et à l'Église baptiste de Douala, qui était son Église d'origine.

Cameroun : des médicaments pour Bafia

Des cartons de médicaments : au Cameroun, dans la région de Bafia, voilà qui peut sauver des vies. Ces produits ont pu être acquis par l'équipe du médecin chef Diane Metchoum, responsable de l'hôpital de Donenkeng et de son annexe de Messangsang, grâce aux dons des Églises de France. Un témoignage encourageant en dépit des restrictions de circulation dues à l'épidémie de Covid-19.



Une infirmière pose près des colis de médicaments achetés grâce aux dons des Églises de France © Défap

Que deviennent les projets, que deviennent les relations d'Églises ou avec les œuvres d'Églises par temps de pandémie, lorsque les mesures sanitaires prises pour lutter contre la propagation du Covid-19 poussent à refermer les frontières ?

Ces relations se poursuivent, parfois sous d'autres formes. Et elles continuent à donner du fruit. Un exemple avec ces photos qui nous parviennent du Cameroun – et plus précisément de Bafia, dans le centre du pays. Les cartons auprès desquels posent une infirmière et le médecin chef Diane Metchoum contiennent des médicaments achetés grâce aux dons des Églises de France. Des dons destinés à soutenir l'hôpital de Donenkeng et son annexe de Messangsang à Bafia, qui font partie des œuvres médicales de l'EPC, l'Église presbytérienne du Cameroun. Les médicaments ainsi acquis représentent un apport précieux pour ces structures de santé, confrontées

quotidiennement aux difficultés matérielles, et peuvent sauver des vies.

Voilà de nombreuses années que les relations entre les protestants de France et ces hôpitaux de l'EPC sont entretenues via le Défap. Et ces relations qui s'inscrivent dans la durée sont précisément une garantie de solidité face aux crises comme celle que représente la pandémie de Covid-19 – quand beaucoup d'actions humanitaires, inscrites dans un temps plus court et dans une logique de projets, ont été purement et simplement stoppées par la fermeture des frontières.



À droite sur la photo, le médecin chef Diane Metchoum © Défap

Passage de témoin à Bafia

Les activités de l'hôpital de Bafia avaient été particulièrement mises en avant par le Défap il y a un an, en octobre 2019, à l'occasion de l'opération Hope 360 – une course solidaire organisée à Valence à l'initiative d'ASAH, collectif des acteurs chrétiens de l'humanitaire. Mais au-delà de l'écho donné aux actions de cette structure de l'EPC, et de son médecin-chef d'alors, le docteur Célin Nzambe, au-delà des dons récoltés à l'occasion de cette course, le soutien à cet hôpital témoigne de relations qui se sont tissées dans le temps. Elles avaient commencé à Nkoteng, une ville sur le bord du fleuve Sanaga, à l'est de Bafia, avec un projet alors porté par le docteur Célin Nzambe : réhabiliter des hôpitaux tombés en quasi-désuétude. Originaire de République Démocratique du Congo, envoyé au Cameroun par la Cevaa (Communauté d'Églises en mission, une communauté de 35 Églises présentes sur cinq continents et dont font partie les Églises constitutives du Défap), Célin Nzambe avait découvert sur place la situation difficile de nombreuses structures hospitalières du pays. Confrontés à l'absence de financements publics et à l'absence d'assurance-maladie, ces hôpitaux n'ont d'autre choix, pour acheter du matériel, des médicaments, entretenir leurs locaux et payer leur personnel, que de facturer les soins aux patients ; avec le risque, pour les structures accueillant les populations les plus modestes, de ne jamais pouvoir équilibrer leur budget et de périr.



Après l'opération Hope 360, remise de l'enveloppe contenant les dons pour l'hôpital de Bafia, en novembre 2019 © Défap

Célin Nzambe avait donc décidé de rester sur place après la fin de sa mission pour remettre en état certaines de ces structures à l'état de quasi-abandon faute de subsides, avec ce constat simple : «Pour pouvoir soigner les gens, il faut d'abord soigner les hôpitaux». Après Nkoteng, et toujours avec le soutien du Défap, il s'était attelé à Bafia. Les relations avec les protestants de France s'étaient faites plus étroites : envoi sur place d'une infirmière française, Patricia Champelovier, membre de l'Église protestante unie de France à Valence, qui devait dès lors plaider la cause des hôpitaux camerounais dans sa paroisse ; séjours successifs du docteur Jean-Pierre Perrot, cardiologue protestant de la région rochelaise, à l'occasion de missions courtes organisées par le Défap... Mission longue d'Aurélié Chomel, envoyée du Défap, pour assister le docteur Célin Nzambé ; mission courte de Patricia Champelovier et Jean-Marc Bolle pour aider à la rénovation des bâtiments...

Aujourd'hui, Célin Nzambé n'est plus à Bafia. Il est médecin

chef de l'hôpital de Djoungolo. Mais celui qui se définit comme «médecin missionnaire» n'en reste pas moins en lien avec le Défap, comme le montre [ce témoignage diffusé en septembre](#), et faisant le point sur les effets de la pandémie de Covid-19 au Cameroun. C'est le médecin chef Diane Metchoum qui lui a succédé, ayant la responsabilité de l'hôpital de Donenkeng et son annexe de Messangsang. Le soutien à l'hôpital de Bafia se poursuit. Le lien avec les protestants de France est entretenu.



L'hôpital de Bafia, géré par l'EPC : une structure hospitalière, mais aussi un témoignage de l'EPC au sein de la société camerounaise © Défap

4 octobre : quel avenir pour la Nouvelle-Calédonie ?

Même si le scrutin paraît lointain vu de la métropole, le référendum d'autodétermination qui se tient ce week-

end en Nouvelle-Calédonie cristallise une fois de plus les tensions.



Délégation de la Nouvelle-Calédonie Clôture du 4ème festival des arts mélanésiens, Mwâ kê Nouméa, Nouvelle-Calédonie 2010 © Sekundo

Loin des informations quotidiennes sur la pandémie de Covid-19 et des aléas de la politique métropolitaine, c'est un peu du destin de la France qui va se jouer ce dimanche 4 octobre, à près de 18.000 km de distance, en plein Pacifique. Un an et onze mois après le référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018, les Calédoniens sont de nouveau, ainsi que le prévoyait l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, appelés à se prononcer sur l'avenir de leur terre.

Il s'agit du troisième référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie – et comme les précédents, il est organisé dans un climat de forte tension. Mais la situation a beaucoup changé depuis les années 80. Le premier référendum, celui de 1987, organisé dans le contexte du retour à la paix après la

violence des «événements,» avait été boycotté par les indépendantistes. Sans surprise, 98,3% des suffrages exprimés s'étaient prononcés pour le maintien au sein de la République, mais avec une participation inférieure à 60%. Le scrutin de 2018, au contraire, avait vu une forte participation : plus de 81%. Et une nouvelle victoire du «non» à l'indépendance, mais bien moins large qu'annoncé : 56,67%. Entre ces deux référendums, la Nouvelle-Calédonie avait connu plus de trente ans de paix civile et des transformations profondes de sa vie politique et de sa société : une large autonomie, une population de plus en plus multiculturelle mêlant Kanaks, Européens, mais aussi Wallisiens, Vietnamiens, Chinois... Désormais, les enjeux d'un «oui» ou d'un «non» à l'indépendance ne sont plus les mêmes. Si elle reste prédominante, la traditionnelle opposition entre Kanaks et Caldoches, entre les premiers habitants de cette terre et les descendants de colons, n'est plus suffisante pour rendre compte de l'évolution d'un territoire qui a connu en trente ans une forte croissance propulsée par l'industrie du nickel, un fort développement urbain (Nouméa concentre à elle seule 100.000 habitants sur les 270.000 de l'archipel) et une évolution de ses institutions qui lui donne aujourd'hui un mode de gouvernance unique au monde. Car la rapidité même de ces évolutions s'est accompagnée de disparités importantes, non seulement territoriales, mais aussi sociales – avec notamment un fort chômage des jeunes, et tout particulièrement des jeunes Kanak.

Le score inattendu du «oui» en octobre 2018

Une large victoire du «non» en novembre 2018 aurait marqué la fin de cette série de référendums. Ce qu'espéraient les anti-indépendantistes, qui comptaient voir ainsi annulée la tenue des deuxième et troisième référendums prévus par l'accord de Nouméa. Mais le score inattendu du «oui» avait ouvert la

possibilité d'organiser un nouveau scrutin dans les deux ans – puisqu'il suffisait pour cela d'une demande écrite adressée au haut-commissaire et signée par un tiers des membres du congrès.

Face à tous les risques de tensions avant et, surtout, après le référendum, les Églises ont une parole d'apaisement à apporter, dans ce territoire où la vie spirituelle s'exprime plus ouvertement qu'en métropole et où la laïcité à la française ne s'applique pas. Au sein du protestantisme calédonien, représentant aujourd'hui un tiers de la population, c'est le cas de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), qui entretient une longue histoire avec le protestantisme français. Constituée en grande majorité de Kanak, elle avait, dès les années 70, souligné les aspects néfastes de la colonisation. Devenue autonome dans les années 60 sous le nom de «Église Évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Iles Loyauté», elle a changé son nom en 2013, pour y intégrer l'appellation de Kanaky. Lors de la campagne du référendum de novembre 2018, elle a encouragé ses membres à une démarche d'accueil de l'autre dans sa diversité, en insistant sur l'aspect multiculturel que présente désormais la population néo-calédonienne. Ce qui se retrouvait dans son appel à une «Semaine de prière pour la paix dans le pays et pour toute l'année 2018», placé sous ce thème issu d'Éphésiens 2,19 : «Concitoyens d'un pays nouveau».

Défendre l'identité Kanak

C'est dans ce contexte que se place [ce texte du pasteur Daniel Wea](#), de l'EPKNC. Un texte qui reste marqué par la volonté de défendre l'identité Kanak – un sujet tellement sensible qu'il a largement influé sur la composition du corps électoral pour ces référendums d'autodétermination. Un texte qui se veut aussi politiquement engagé, et qui va au-delà des positions affichées aujourd'hui par l'EPKNC. Il ne se prétend pas porteur d'un discours officiel de son Église ; mais il est

révélateur des évolutions et des interrogations qui l'ont traversée et la travaillent encore aujourd'hui, face à une société certes multiculturelle, mais divisée et où les Kanaks cherchent encore leur place, et où le «destin commun» évoqué par le préambule de l'Accord de Nouméa reste encore à construire.

Et pour éclairer les enjeux du scrutin de ce dimanche 4 octobre, quelques éléments : un article de lalere.fr, le Portail des Outre-mer, qui consacre aussi un dossier complet à ce référendum ; et un numéro de 2018 du Bulletin de l'Amicale des Pasteurs français à la retraite qui revient sur les liens entre les protestantismes de la métropole et de la Nouvelle-Calédonie.

Nouvelle-Calédonie : une Nation pour tous

Ce texte, que nous diffusons à l'approche du référendum du 4 octobre 2020 en Nouvelle-Calédonie, a été rédigé par le Pasteur Daniel WEA, de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie. Un texte qui reste marqué par la volonté de défendre l'identité Kanak – un sujet tellement sensible qu'il a largement influé sur la composition du corps électoral pour ces référendums d'autodétermination. Un texte qui se veut aussi politiquement engagé, et qui va au-delà des positions affichées aujourd'hui par l'EPKNC. Il ne se prétend pas porteur d'un discours officiel de son Église ; mais il est révélateur des évolutions et des interrogations qui

l'ont traversée et la travaillent encore aujourd'hui, face à une société certes multiculturelle, mais divisée et où les Kanaks cherchent encore leur place, et où le «destin commun» évoqué par le préambule de l'Accord de Nouméa reste encore à construire.



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©
Défap*

Nous sommes originaires d'un pays où la terre est mère nourricière mais où la terre-mère continue depuis la nuit des temps à dissimuler des vestiges de son histoire à ses enfants. Une terre d'accueil qui porte encore en elle des stigmates douloureux du passé et qui ne cesse de porter les inégalités

et les injustices humaines à l'heure où on veut construire un avenir meilleur pour nos enfants.

À la veille du référendum du 4 octobre 2020 pour le « OUI » ou « NON » à l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, le peuple de Dieu, habitant sur cette terre nourricière, est divisé entre deux groupes politiques représentant le clivage classique entre la droite représentée par les non-indépendantistes et la gauche par les indépendantistes. Deux groupes politiques qui s'opposent depuis 1946, la fin du régime de l'indigénat et des modalités du travail forcé mises en place par l'État français en 1887.

L'histoire de la Kanaky Nouvelle-Calédonie a été jonchée de périodes difficiles et douloureuses depuis la prise de possession de notre pays par l'État français en 1853.

Depuis, des hommes et des femmes, par leur foi en l'Évangile de Jésus-Christ avant tout et celle en leurs capacités humaines tout simplement, se sont toujours engagés à accompagner au mieux le peuple de Dieu dans ces traversées de désert.

Dans ces temps de confusion et de troubles, l'Église EPKNC a toujours relevé le défi d'accomplir sa mission d'accompagnement du peuple au travers des mots, gestes, messages, postures, mutations, développement et émancipation, grâce aux hommes et aux femmes auxquels Dieu a suscité une mission évangélique et sociale dans le pays.

La civilisation occidentale, et le développement socio-économique qu'apporte la colonisation en Nouvelle-Calédonie, génèrent inévitablement des clivages et des fractures sociales dans la population et notamment autochtone. Dans les années 1970, L'Église Évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Îles Loyauté s'inquiète du devenir de son pays et du bien-être de ses hommes et femmes, enfants de Dieu. Et en 1979, lors de son Synode à Guarou, Houaïlou, elle prend position pour

l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie.

À la suite de cette prise de position pour l'indépendance en passant par la période de troubles et de révoltes (couramment appelée « les évènements ») de la population locale indépendantiste des années 80, et jusqu'à aujourd'hui, l'EENCIL a toujours joué un rôle important dans l'accompagnement du peuple de Dieu, dans la médiation entre les uns et les autres pour une stabilité sociale et économique, en référence à Christ et à son Évangile.



© WEA Kuanene Daniel

Dans sa démarche évangélique et son implication dans la vie sociale, culturelle, politique et syndicale dans le pays, l'EENCIL a œuvré avec les autres communautés chrétiennes, comme l'Église Catholique locale, pour la réconciliation des familles, des clans, des villages, et tout simplement des hommes et des femmes qui les composent, en veillant à leur

restituer leurs droits, quelle que soit la couleur de leur peau.

À l'heure où les deux blocs politiques opposés s'acharnent encore à choisir le nouveau nom au pays, l'EENCIL, durant son Synode de 2014, à Thuahaik Lifou, opte pour le changement de son nom et devient « Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie ». Une démarche qui s'inscrit encore dans sa mission d'accompagnement en témoignant et proclamant autour d'elle qu'il y a un temps pour chaque chose. Il y a eu un temps où l'on a fait la guerre et il y a eu un temps pour la réconciliation et voici venir le temps de se tenir la main pour construire ensemble notre pays d'aujourd'hui pour demain. Par son nouveau nom, l'EPKNC affirme solennellement son soutien et son désir de s'impliquer avec sagesse, humilité et respect dans la construction de notre pays sans faire de distinction entre les hommes qui l'habitent, tous enfants de Dieu.

Aujourd'hui le pays a besoin de se construire avec les vraies valeurs humaines c'est-à-dire culturelle, chrétienne, et socio-politique, et pour ce faire, il a besoin d'hommes et de femmes capables de dépasser les clivages de la société pour rassembler et fédérer, pour unir dans la diversité, ce que peu d'hommes peuvent faire : renoncer, partager et dessiner des chemins de croissance.

Malheureusement, la réalité et l'actualité politique locales révèlent que le peuple de Dieu, enraciné sur cette terre nourricière, assiste passivement à un débat politique décevant, décourageant et désorienté.

Ainsi, plus que jamais, le peuple se trouve en attente d'une parole, d'une déclaration pour redonner confiance à la communauté kanak qui s'est émiettée et à la population calédonienne en général. Les notions de « destin commun » ou de « citoyenneté commune » dont on espère l'émergence demeurent abstraites et insatisfaisantes, à notre sens. Chacun

se réfugie derrière ses préoccupations, ses droits, négligeant en partie ses devoirs et ses obligations.

On a bien constaté chez nos politiciens non-indépendantistes et indépendantistes durant les dernières élections, l'absence totale d'une volonté d'unité politique pour construire l'avenir du pays et le destin commun tant clamé dans les discours et l'acharnement à la victoire exclusive.

Il nous paraît souvent triste de constater la pauvreté de la sémantique politique locale d'une part et d'autre de l'échiquier politique. Nombre d'entre eux, hommes et femmes, ont tendance à négliger le facteur humain et font apparaître qu'ils l'ont exclu de leur engagement et de leur combat politiques.

Il reste donc essentiel, pour que nos responsables politiques puissent mener humainement leur exercice, que l'Église accomplisse sa mission de veiller et de scruter, à tout moment, les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile, de telle sorte qu'elle puisse répondre, de la manière la plus adaptée possible à la réalité contextuelle, aux questions existentielles des hommes sur leur présent et leur futur ainsi que sur leur « vivre ensemble ».

À mon sens, l'Église en général a le devoir, non seulement parce que c'est sa mission, mais encore parce qu'elle est aussi actrice de la construction de notre pays, d'encourager chacun à s'élever et se situer au-dessus de la mêlée.

À mon sens, en rapport avec le devenir de notre pays, nous devons continuer à inviter les uns et les autres à reprendre souffle pour une compréhension de l'homme dans sa totalité et ne pas nous laisser entraîner par la séduction de l'argent, qui devient facilement une idolâtrie dans la politique économique actuelle et à nous inciter à bâtir une économie digne de l'humain ici dans notre pays. Nous devons veiller à préserver ou encourager les préoccupations d'ordre éthique en

développant les notions de don et de gratuité au cœur même de l'économie. Cela pour répondre au scandale des inégalités économiques et sociales excessives entre les membres des familles humaines, afin de rechercher les conditions sociales qui permettront à notre communauté humaine, comme à chacun de ses membres de s'épanouir dans le bien et d'accéder au bonheur dans tout le pays.

À mon sens, pour ce faire, nous devons relever le défi de la foi et de la confiance en allons voter « OUI » le 4 Octobre pour l'indépendance de la Kanaky-Nouvelle Calédonie. J'estime que voter « OUI » c'est reconnaître le peuple Kanak premier occupant de cette terre et en droit de revendiquer son indépendance sur cette terre qui lui appartient. Aujourd'hui le Kanak ne peut accepter d'être toujours assisté et dominé par d'autres ethnies.

L'Évangile appelle « au soutien des opprimés ». Et comme nous rappelle la position de l'Église EPKNC en 1979, « la dimension universelle d'une Église nous rappelle que nous voulons être des responsables chez nous mais l'exigence évangélique nous demande aussi de respecter les minorités ».

La Kanaky appartenant historiquement au peuple Kanak, est devenue depuis Nainvilles-les-Roches le pays aussi des victimes de l'histoire.

Il est grand temps pour nous de faire chemin ensemble dans la construction de notre pays tout en respectant nos différences culturelles et politiques. L'indépendance est une solution pour réinventer une société en rapport avec le contexte culturel et social de notre future nation, la Kanaky-Nouvelle Calédonie, digne de l'Océanie. S'engager pour un pays libre c'est accepter d'être « acteur » dans la construction de notre future nation et de pouvoir créer des nouvelles passerelles dans le Pacifique, dans l'Océanie et au niveau international car la liberté nous conduit à l'ouverture vers son prochain.

Que la paix de notre Seigneur vous accompagne et puisse aussi bénir notre pays la Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Oleti *.

** Oleti signifie "merci" en Drehu, la langue Kanak la plus parlée en Nouvelle Calédonie*

Une pandémie révélatrice des forces et faiblesses

Le Docteur Célin Nzambe est médecin missionnaire, partenaire du Défap. Il a été de nombreuses années responsable de l'hôpital de Bafia au Cameroun. Aujourd'hui il est médecin chef de l'Hôpital EPC (Église presbytérienne du Cameroun) de Djoungolo. Il témoigne de l'impact de la crise sanitaire au Cameroun.



Docteur Célin
Nzambé

Comme lors de l'épidémie au choléra, l'Hôpital presbytérien de

Djoungolo dont j'assume actuellement la charge, est réquisitionné depuis mars 2020 par l'État camerounais pour prendre en charge les malades atteints de Coronavirus. L'imprévisibilité et la massivité de la pandémie au Covid-19 nous ont tétanisés au début. Puis nous nous sommes souvenus de notre engagement en tant qu'hôpital d'église : être aux côtés des démunis. Et les réflexes face aux épidémies auxquelles nous avons déjà été confrontés nous sont revenus.

A part quelques désistements minimes au sein du personnel, l'ensemble de l'équipe médicale et paramédicale a accepté avec force de se jeter vers l'inconnu et de soigner les malades atteints de ce virus mortel. Médecins Sans Frontières et plusieurs personnels étatiques se sont joints à nous dans cette prise en charge. A ce jour l'Hôpital EPC de Djoungolo a pris en charge plus de 350 cas confirmés, sans compter des cas suspects. Nous avons eu à déplorer, malheureusement, 5 décès. Par la grâce de Dieu, aucun personnel n'a été contaminé, même si deux médecins ont dû être mis au repos pour suspicion au covid-19 mais sans confirmation.

Le Cameroun, à l'inverse des autres pays, n'a pas imposé de confinement strict, juste quelques mesures barrières. On s'attendait donc à la catastrophe prédite et clamée par le secrétaire de l'ONU et l'OMS pour les pays africains. Mais nous devons avouer que nous avons été nous-même les premiers surpris par le faible impact sanitaire de cette maladie sur notre population. Même si sur le plan économique les inquiétudes sont grandes.

Comment expliquer ce faible effet de covid-19 sur nos populations. Aucune étude n'a été menée dans ce sens, mais plusieurs hypothèses, qui mériteraient d'être confirmées par la suite, ont été évoquées. Les plus connues seraient que ce virus circule moins bien dans le climat chaud ; la population africaine habituellement confrontée à plusieurs infections aurait développé, bien avant l'arrivée du virus, des anticorps qui rendent moins actifs le covid-19 ; la jeunesse de la

population africaine qui favorise des formes asymptomatiques et moins graves ; etc.

Mais au-delà de ces hypothèses, nous avons remarqué sur le terrain, sans que cela soit clairement dit, que les états africains ont pris le pari de laisser circuler le virus afin de favoriser l'immunité collective afin d'éteindre rapidement l'épidémie. Pour éviter l'encombrement des hôpitaux par des malades peu symptomatiques, et dans la mesure où cela n'était pas dangereux, les états africains ont favorisé les traitements placebo alternatifs proposés par les tradipraticiens, les leaders ecclésiastiques et les scientifiques improvisés chercheurs. Ainsi, face à ce virus inconnu et à l'anxiété généralisée qu'il générerait, la population ne s'est pas retrouvée sans armes et se sentait apaisée, évitant ainsi la panique collective. Les opportunistes internationaux et nationaux ont profité de la peur provoquée par le Covid-19 pour développer un business visant, non à rendre service mais à se servir.

Pour nous Hôpital de l'Eglise, cette pandémie a été révélatrice de nos faiblesses et forces. La confiance en Dieu, nous a enlevé la peur d'aller au front et d'accueillir tout le monde. Nous avons ainsi vu passer dans notre hôpital des hautes autorités qui n'auraient jamais osé venir chez nous en dehors du Covid-19. Nous nous sommes aussi rendu compte du manque cruel des moyens pour prendre en charge les cas graves et notre faiblesse dans le management du personnel en temps de crise.

Aujourd'hui le Cameroun a amorcé la phase de décroissance de la pandémie, et le relâchement des efforts à tous les niveaux inquiète. Pour les énormes efforts consentis, le personnel de l'hôpital espère une reconnaissance de l'Etat qui tarde à venir. Il sait aussi que nous aurons du mal à convaincre les malades de reprendre confiance à un hôpital qui ne faisait que du Covid. Ce Covid-19 est à la fois une chance pour reformer les soins et un drame si rien n'est fait.

De Paris à Bukavu, en RD Congo

Adrien Bahizire Mutabesha est le doyen de la faculté de théologie de l'Université Évangélique en Afrique (UEA) à Bukavu. Il était en France pour un congé de recherche de trois mois qui s'est prolongé jusqu'en juillet suite à la crise sanitaire. Son sujet : » Résilience et spiritualité pentecôtiste dans le contexte de la République démocratique du Congo ».



Adrien
Bahizire
Mutabesha

J'ai atterri à l'aéroport Charles de Gaulle à Paris le 14 février 2020 et je devais regagner la République démocratique du Congo, mon pays à la fin du mois d'avril de cette même année. La bourse qui m'a été accordée par le DEFAP devait ainsi m'aider à me connecter à plusieurs ressources sur la résilience pour affiner mes idées de recherche sur la thématique en liaison avec le pentecôtisme.

Mais de la R.D. Congo à la France après un séjour de six ans

d'études doctorales en Corée du Sud, je me suis aperçu petit à petit que ma foi de pentecôtiste était de diverses influences que je ne maîtrisais pas. Et jusqu'à l'heure où j'écris cette page, ce mystère persiste. En effet, je ne savais pas expliquer pourquoi, une fois à Séoul ou à Paris, je me sentais mieux quand j'adorais Dieu chez les Réformés ou chez les Baptistes que quand je participais au culte chez les frères pentecôtistes charismatiques dont mon Église était sensée partager les convictions spirituelles.

Mais aussi, plus je m'éloignais de Bukavu, ma ville natale, et que plusieurs bibliothèques s'ouvraient à moi, plus les repères de mon Église se complexifiaient. C'est de cette expérience confrontée aux réalités socioculturelles différentes qu'est née en moi l'idée de mener une étude sur la « Résilience et spiritualité pentecôtiste dans le contexte de la RDC ». Malheureusement l'irruption de la Covid-19 est venue perturber mon élan de réflexion sur le sujet lors de ce séjour en France. Confinement et déconfinement se sont conjugués en moi sans que je puisse assouvir mes ambitions de recherche. Qu'importe !

J'étais déjà sur une première conclusion que ma foi était le fruit d'un pentecôtisme non connu en France et en Corée du Sud, non maîtrisé par moi-même, non encore décrit d'un point de vue historique et qui nécessitait alors des fouilles sérieuses. Les Scandinaves luthériens et baptistes qui l'ont propagé doivent l'avoir transmis dans son luthéranisme et son baptisme teinté de pentecôtisme sans autre 'isme' particulier. Il est tout de même singulièrement caractérisé par son ancrage dans le monde de l'imaginaire en lien émotionnel avec des actions sociales et humanitaires conséquentes. Cette combinaison crée en son sein un pouvoir sécurisant et porteur d'espoir pour des fidèles pentecôtistes qui se croient être les seuls « protestants » dignes. Certes, la soif de poursuivre mes recherches dans les arcanes des bibliothèques parisiennes pour infirmer ou confirmer cette première conclusion effacera en moi les stress du confinement de 2020

et me ramènera certainement un jour au 102 du Boulevard Arago du quatorzième arrondissement.



Université évangélique d'Afrique à Bukavu (RdC)

Six mois seulement après mon arrivée en France, ces découvertes qui enrichissent ma propre foi et nourrissent mes recherches autour de la résilience, doivent être encore approfondies, et restent difficiles à exprimer et à partager avec mes proches, mes fidèles et mes collègues au moment du retour au pays.

La raison est simple à imaginer. Pour eux comme pour moi, la joie des retrouvailles est plus forte que la curiosité sur mes recherches. Ils ont retrouvé qui un père, qui un pasteur, qui un collègue qu'on croyait mort du Covid-19 et le voici revenu à la vie. Leur principale préoccupation a été d'écouter ce que disent les Blancs sur la pandémie, d'avoir les preuves de son existence réelle. En effet, malgré les cache-nez censés protéger la bouche de certains, ils croient à peine à la présence de la pandémie qu'ils pensent être une création occidentale pour terrifier les Noirs, qui aurait échappé au contrôle de ses initiateurs en se retournant contre eux. Ils n'ont pas vu de morts en cascade en Afrique. Ils n'ont vu que

des cercueils à la télévision. Ils n'ont entendu que les informations qu'ils qualifient d'intox européenne. Le confinement de trois jours n'a pas suffi (pour) à les convaincre bien qu'il ait suscité un système d'automédication traditionnelle jamais observé contre le paludisme et la grippe. Certains se disent timidement : »Si c'est vrai que cette pandémie est une réalité, alors naître Noir et surtout Africain redevient une fierté. Mais en attendant la confirmation, mes amis, lavez vos mains à tout bout de champ et portez-vos cache-manteaux ».

Il faut comprendre : l'espérance est immense autour de celui qui revient tout de même de Paris ! Il doit avoir plein de chocolats dans ses valises, des financements pour des projets, des aides pour ce pays éprouvé... Dans l'imaginaire collectif six mois sur le sol français suffisent pour tout gagner et ne pas revenir les mains vides ! Avec sympathie et humour, les langues se délient et les attentes s'expriment autour du rescapé du confinement de France, si bon négociateur : « le président Macron est jeune, la France doit aussi avoir rajeuni dans sa générosité ! »

C'est ainsi que la recherche sur »la Résilience et la spiritualité pentecôtiste « devient une histoire personnelle et privée de son auteur. Ce qui intéresse de prime abord -et c'est bien normal- c'est son retour, sa bonne santé et ce qu'il a ramené. Malheur à ce pauvre chercheur si ces deux éléments lui font défaut ! Quant à son travail, commencé dans les bibliothèques de Paris, il n'attend qu'à être approfondi, mis en lien avec l'histoire de son Église et les expériences humaines dans le contexte si particulier de son pays, quelque part dans l'est de la RdC.

Pour relire le témoignage d'Adrien pendant le confinement, [cliquer ici >>>](#)



Adrien Bahizire Mutabesha et sa famille, à son retour à Bukavu

Jacques Maury et le nouveau visage de la mission

par Jean-François Zorn, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Institut protestant de théologie, Faculté de Montpellier.

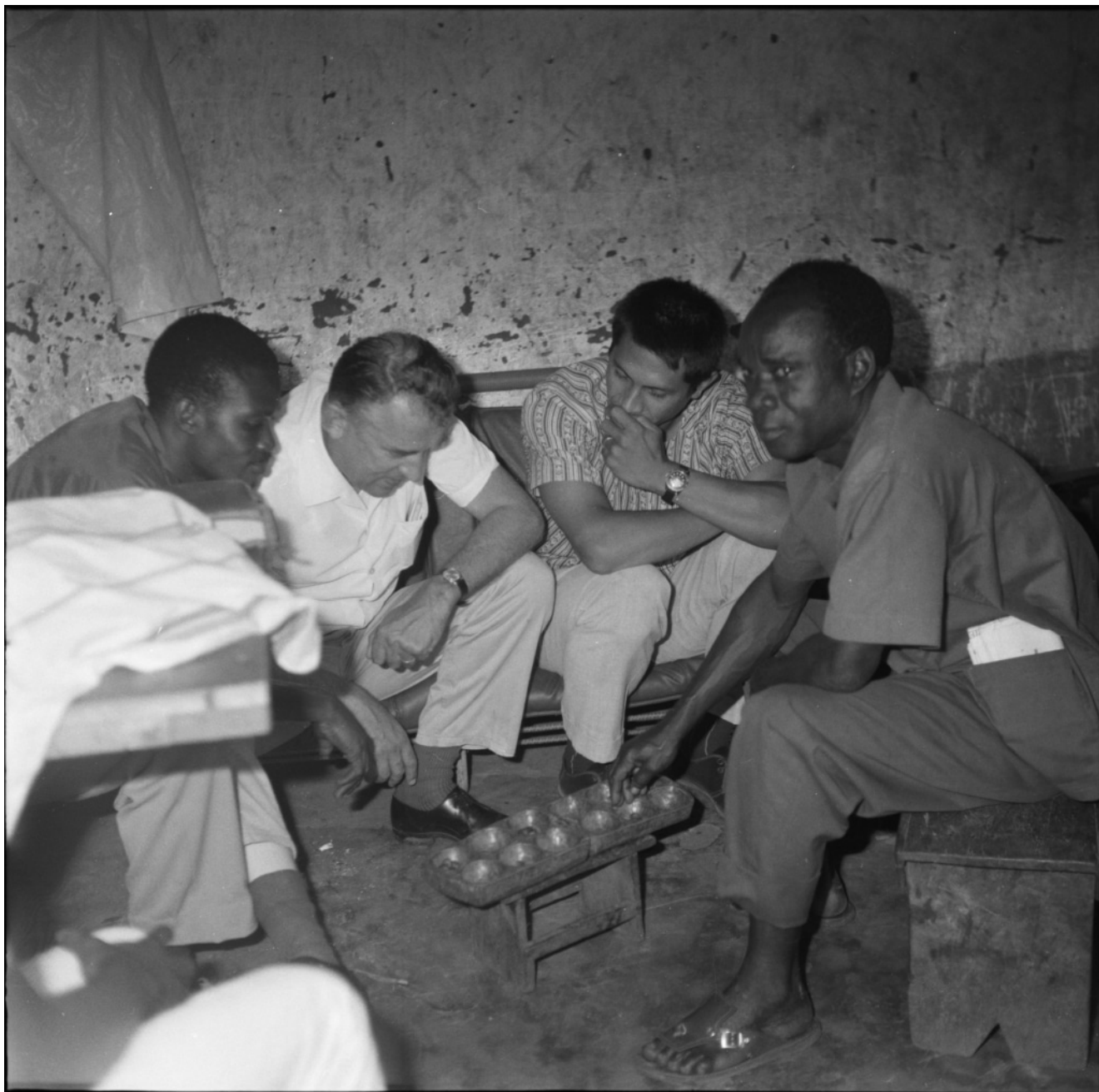
[Télécharger l'article en entier >>>](#)

Le pasteur Jacques Maury, décédé le 12 avril dernier, a été une cheville ouvrière du renouveau du mouvement missionnaire

dans les années 1960-1970.

Devant la nécessité de se transformer, la Société des missions évangéliques de Paris (SMEP, l'ancêtre du Défap) mettait sur pied un nouveau modèle missionnaire : l'Action apostolique commune (AAC). Imaginée par le pasteur Jean Kotto, secrétaire général de l'Église évangélique du Cameroun, l'AAC consistait à envoyer dans une région du monde « à évangéliser » ou « à ré-évangéliser » une équipe internationale, composée d'Africains, d'Européens, de Malgaches et d'Océaniens, et interprofessionnelle, avec pasteurs, animateurs, enseignants, et soignants. Elle était chargée d'annoncer et de vivre « tout l'Évangile à tout l'homme ». À l'instigation de la première AAC lancée en 1967 dans le Pays fon au Dahomey (actuel Bénin), Jacques Maury, alors président du Conseil national de l'Église réformée de France, parvient à engager son Église et la Fédération protestante de France dans le lancement en 1970 d'une deuxième AAC, dans le Poitou où il avait été pasteur de 1946 à 1958. Selon les formules de l'époque, la « terre d'indifférence » du Poitou était en état de mission autant que « la forteresse du paganisme » du Dahomey... [Lire la suite...](#)

Lire aussi l'article de Jean-François Zorn dans Réforme : [« Jacques Maury et la mission »](#)



Soirée de détente en pays fon (Bénin) : le pasteur Jacques Maury jouant à l'awalé avec des équipiers de l'AAC – 1969 – Photo : Marc-André Ledoux (©SMEP)

Éloigné, en confinement (6)

Les boursiers du Défap vivent le confinement, éloignés de leurs proches. Ils nous font partager leur ressenti à travers un « billet d'humeur ».



Fidèle Fifamè
HOUSSOU
GANDONOU

Théologienne, Pasteure de l'Église protestante méthodiste du Bénin (EPMB), professeure d'éthique à l'Université protestante d'Afrique de l'Ouest (UPAO, Porto-Novo), Fidèle Fifamè HOUSSOU GANDONOU est l'auteure de plusieurs articles scientifiques et d'ouvrages, notamment : [Les fondements éthiques du féminisme : une réflexion à partir du contexte africain](#), Globethics.net. 2016 ; *La violence sexuelle parmi les adolescents : une réflexion théologique et éthique*, PBA, 2018.

Pandémie du coronavirus : vers une renaissance des cultes personnel et familial

*«L'être humain est plein de bonne volonté mais il est faible »
(Marc 14, 38 b)*

La pandémie aiguë de Covid 19 qui bouscule tout, et qui a empêché mon voyage d'étude en France pour le mois de mai, est aussi une réalité au Bénin. Ici, ce n'est pas encore le confinement total comme c'est le cas dans les pays occidentaux. En revanche, des mesures sont prises par le gouvernement pour interdire tout déplacement au long d'un cordon sanitaire comportant douze villes et communes. Les écoles, églises, mosquées sont fermées, tous les grands rassemblements sont interdits et les transports en commun sont

en service réduit. Après la déclaration du premier décès suite à une contamination par le virus, le gouvernement a rendu le port du masque obligatoire.

L'inquiétude née de la propagation du coronavirus est là et l'on est dans l'obligation de respecter des mesures gouvernementales. Nous aussi, Béninois, subissons l'annulation des festivités, la fermeture des frontières, la hausse des prix des transports. Le lavage des mains à chaque moment et partout est systématique; se masquer la bouche et le nez, saluer à distance, organiser les inhumations dans la stricte intimité familiale, sans culte ni veillée sont des attitudes rigoureusement observées. Avouons-le, cette crise sanitaire est en train de changer nos mœurs et habitudes.

Nous vivons une crise sanitaire mondiale qui n'épargne personne et montre que les valeurs d'égalité et de solidarité doivent être revisitées. On dirait une troisième guerre mondiale qui, au lieu d'utiliser des armes à feu, utilise la maladie pour détruire l'humanité. C'est aussi l'impuissance des uns et des autres qui se remarque. Les rêves et projets que nous avons construits pour cette année 2020 sont chamboulés, ils s'estompent au contact de la pandémie. Tout ceci est la marque des limites humaines et nous impose la confession de notre faiblesse.

Même si le télétravail est une réalité ailleurs, ici au Bénin cela ne peut pas être pratiqué à cause des conditions précaires et de l'instabilité de la connexion internet.

Nous avons aussi que si nous sommes touchés, et nous espérons vivement que ce ne sera pas le cas, les femmes seront les premières victimes car elles sont sur les marchés et dans les rues pour la vente et le commerce informels.

Nous devons être attentifs et faire preuve d'une grande solidarité, et surtout respecter les mesures gouvernementales. En plus, le fait d'être privés de nos lieux de culte nous

interpelle sur notre relation profonde avec Dieu, avec notre prochain et avec la nature. Les églises et les mosquées sont des lieux de prédilection pour les Africains et si la pandémie les empêche de s'y rassembler alors il est question de revisiter notre gouvernance religieuse et notre éthique d'adoration. Le culte dans les églises étant le dernier recours des Africains, ici au Bénin on constate la réinstauration du culte personnel, familial, et l'intensification du culte radiophonique. Pour nous, le Dieu que nous adorons est le Dieu des impossibles et il peut faire le possible dans nos impossibilités. Les maisons et les familles sont devenues des lieux privilégiés pour le recueillement et le partage de la parole de Dieu mais surtout de l'intercession pour demander le secours divin. Car notre espérance est que le plan de Dieu pour l'humanité est la vie, et non la mort. C'est à genoux et dans les prières que nous pouvons implorer son secours, car tout est possible à celui qui croit.

Dans la nuit de cette pandémie, nous sommes confortés dans notre foi et notre espérance que seul le Dieu de Jésus-Christ peut le possible. Chacun et chaque famille le prient et jeûnent afin que le virus soit anéanti partout dans le monde.

En tout cas, notre Dieu règne encore et même s'il semble loin en ce moment de tragédie sanitaire où les limites de l'être humain sont visibles, il agira à coup sûr. Et tout cela aussi passera

« ...et il m'a dit: Ma grâce te suffit, car ma puissance s'accomplit dans ta faiblesse. Je me glorifierai donc bien plus volontiers de mes faiblesses, afin que la puissance de Christ repose sur moi. » (2 Corinthiens 12,9)

Vous pouvez relire le témoignage de Jean Serge Kinouani Mizingou en cliquant [ici >>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage de Laurent Loubassou en cliquant [ici >>>](#)

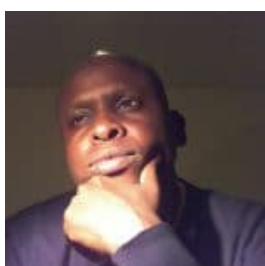
Vous pouvez relire le témoignage d'Étienne Bonou en cliquant [ici >>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage de Jean Patrick Nkolo Fanga en cliquant [ici >>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage d'Adrien Bahizire Mutabesha en cliquant [ici >>>](#)

Éloigné, en confinement (5)

Les boursiers du Défap vivent le confinement, éloignés de leurs proches. Ils nous font partager leur ressenti à travers un « billet d'humeur ».



Jean Serge
Kinouani
Mizingou

Jean Serge Kinouani Mizingou est pasteur de l'Église évangélique du Congo (EEC) dont il est membre du conseil synodal. Il est directeur de l'Institut de formation pastorale

de Ngouédi et enseignant à la Faculté de théologie protestante de Brazzaville (EEC).

Mon séjour à Paris s'opère dans le cadre de la rédaction d'un livre portant le titre suivant : *Les objets transitionnels du pouvoir divin : une enquête sur le bâton de Moïse et le manteau de Moïse*. Un projet que pourraient publier les éditions Olivétan.

Tout allait bien depuis mon arrivée à Paris le 7 février dernier jusqu'à ce que les informations inquiétantes en provenance de Chine nous parviennent. Mes allers-retours entre les bibliothèques de l'IPT-Paris, la BOSEB (Institut catholique de Paris) et la Maison des missions ne comportaient rien d'inquiétant, mais connaissant Paris, une ville qui attire beaucoup de touristes, les risques de contamination et de propagation du virus étaient grands.

Depuis que les mesures de confinement ont été prises par les autorités françaises, jamais je n'aurais imaginé que les avenues et ruelles de Paris deviendraient aussi désertes.

A chaque fois que le Directeur général de la santé donne le bilan journalier de l'évolution de l'épidémie, je me sens comme poignardé en plein cœur ; les images des malades qui gisent sur les lits des hôpitaux me font frémir et me laissent sans voix. Une seule chose est certaine, ce virus est redoutable et l'expression « guerre » utilisée par le président Emmanuel Macron est exacte.

Quand j'essaie d'en parler aux amis et connaissances qui sont au Congo-Brazzaville, j'apprends que beaucoup pensent que le Covid-19 est une simple invention humaine qui comporterait des enjeux politiques, économiques et financiers. A la grande différence des pays occidentaux, les mesures de confinement au Congo-Brazzaville ne sont pas scrupuleusement respectées. D'aucuns croient même, et ils sont un certain nombre, que cette pandémie n'est qu'un simple mythe. Au 4e jour de confinement chez nous, les populations en ont déjà marre et se

ruent dans les avenues de Brazzaville.

Paradoxalement, lorsqu'il y a eu un premier cas de décès du Coronavirus, les agents de santé, pris de panique, ont vidé les services hospitaliers. Il semble que maintenant l'anxiété l'emporte sur la quiétude que devait susciter le fait de rester chez soi.

Comme si cela ne suffisait pas, dans le domaine de la foi on entend des prédications qui évoquent déjà la fin des temps. Ici et là des prédicateurs prédisent le retour imminent de Jésus-Christ. Ce genre de prêche ne fait que renforcer la perplexité de certains curieux au point de se demander : qui est finalement à l'origine du coronavirus, Dieu ou la nature ? Autant de tergiversations qui nous font perdre notre précieux temps !

Pour moi l'heure n'est pas aux débats stériles et vides de sens, mais au confinement afin de sauver des vies. Et s'il faut réagir contre des hérésies que je qualifierais de virales, les Saintes Ecritures ne nous disent rien sur les origines de la maladie, mais bien plutôt comment et par qui nous devons retrouver la guérison. Jésus durant son règne terrestre n'avait pas besoin de savoir d'où venait la maladie, seule sa parole libératrice et miraculeuse suffisait pour que le boiteux marche, et que le lépreux retrouve une peau saine.

L'heure n'est pas non plus à atermoyer entre des discours mythiques, effrayants et spirituels. On ne tente pas Dieu. Il a d'ailleurs lui-même recommandé à ses serviteurs d'aller se confiner en cas de danger. C'est le cas du prophète Elie qu'il envoya se réfugier près du torrent de Kerith à cause d'une grande sécheresse dans le pays (1R 17.3). Et le confinement égyptien de l'enfant Jésus avec ses parents en Mt 2.13-15 en dit long.

Aujourd'hui, il ne nous est pas permis de forger des idéologies fantaisistes, car elles n'aideront en rien les

hommes de science à chercher un traitement curatif. Que puis-je faire de mieux, en dehors de mes instants de prière, si ce n'est, chaque jour à 20 heures, au balcon de ma maison comme tous les concitoyens, participer aux crépitements des applaudissements afin d'encourager les efforts de ces hommes et femmes qui sont sur le front de cette guerre virale. Restons chez nous pour sauver les vies !

Vous pouvez relire le témoignage de Laurent Loubassou en cliquant [ici >>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage d'Étienne Bonou en cliquant [ici >>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage de Jean Patrick Nkolo Fanga en cliquant [ici >>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage d'Adrien Bahizire Mutabesha en cliquant [ici >>>](#)

Éloigné, en confinement (3)

Les boursiers du Défap vivent le confinement, éloignés de leurs proches. Ils nous font partager leur ressenti à travers un « billet d'humeur ».



Étienne Bonou

Étienne Bonou est pasteur de l'Église protestante méthodiste du Bénin, chef du Service national de la formation des prédicateurs laïcs et pasteur d'une paroisse à Porto-Novo. À l'Université Protestante de l'Afrique de l'Ouest (UPAO), il est professeur de théologie pratique et directeur de l'Institut des sciences de l'éducation et de la pédagogie, ainsi qu'aumônier de l'UPAO.

« Mon âme, bénis le Seigneur et n'oublie aucun de ses bienfaits ! »
(Ps 103,2)

C'est par ces paroles du psalmiste que je rends grâce au Seigneur qui me permet de faire une autre expérience de la vie dans ses multiples facettes. Et en tant que ministre et chercheur, il faut un regard pour penser, autrement peut-être, l'avenir.

En effet, étant en France depuis le 14 janvier pour un séjour de recherches et quelques heures de cours de théologie pratique à la faculté de théologie pour une période de trois mois, voici qu'apparaît subitement un phénomène mondial qui défraie la chronique : le coronavirus (covid-19). Ce mal dévastateur défie l'humanité tout entière avec des dégâts humains incalculables. Aucun pays n'a réussi à le contrer. C'est alors que la France choisit l'option du confinement général pour tous, à compter du 17 mars 2020 à 12 h. Au niveau national, cette mesure implique l'arrêt des rassemblements et la limitation des activités professionnelles telles que définies par des lois d'état d'urgence sanitaire. Nous sommes totalement réduits dans nos activités et déplacements.

Mon projet, quand j'ai fini mes heures formelles de cours,

était de participer à des cours, séminaires et colloques puis avancer considérablement dans mes recherches personnelles, mais hélas : stop, tout le monde descend ! Le covid-19 dicte sa loi ! Macron sonne le glas : « plus personne ne sort, restez chez vous ! » c'est le confinement !

Pas de bibliothèque, plus d'activités spirituelles officielles et collectives. Mes activités sont limitées à l'exploitation des documents empruntés aux bibliothèques, aux recherches en ligne, à la célébration des cultes en téléconférence, aux prières (tous les soirs 18h-19h) et « cultes dominicaux » en ligne par les confinés du Centre universitaire protestant (une dizaine de personnes), au « forum hebdomadaire » (tous les jeudis 16h-17h) et aux temps de prière (trois fois par semaine : lundi- mercredi- vendredi) organisés par la faculté de théologie) toujours en ligne. Il faut ajouter la production et l'envoi hebdomadaires de mon émission « Préparons le culte du dimanche » sur Radio Hosanna la voix de l'Espérance, radio de l'Église protestante méthodiste du Bénin, une émission que les auditeurs écoutent avec passion et réclament chaque semaine même si je suis hors du territoire national.

Tout ça c'est bon ! Mais le grand hic se situe au niveau de mes recherches qui subissent un coup d'arrêt. Je n'avance pas comme je l'avais imaginé. En effet, à tout moment, des messages et appels fusent de toutes parts soit pour avoir de mes nouvelles, – pour savoir « si je ne suis pas encore contaminé !!! »- et mes proches sont inquiets mais prient pour moi et avec moi, soit pour avoir des renseignements fiables parce que je suis censé avoir les bonnes informations, soit encore pour intervenir, sensibiliser les familles, les membres de ma communauté, les amis etc afin de se protéger contre cette pandémie meurtrière, mortifère et dévastatrice. Toutes mes journées se passent dans le stress et la peur au ventre, et c'est plus grave encore lorsqu'il faut aller faire des courses. Dans les rues comme dans les magasins, tout porte à croire qu'on est dans une localité d'après-guerre : désastre,

méfiance, inquiétudes, stress, etc !

Pour moi, cette situation de confinement est un événement à double face : d'une part, il signifie une privation de liberté allant jusqu'à la fermeture des églises. C'est comme une prison vraiment inconcevable et pourtant c'est une réalité : plus le confinement dure, plus on est inquiet pour la famille et les communautés restées au pays ; d'autre part c'est une expérience qui mérite d'être vécue, et en tant que pasteur, théologien et chercheur africain je me suis senti interpellé sur la question du sens de la précarité humaine face aux grandes endémies et le rôle qui doit être celui des Églises. À l'heure des technologies de l'information et de la communication, l'expérience des cultes par téléconférence est une interpellation pour les Églises africaines qui ploient aussi sous le joug de la fermeture des temples et où les fidèles sont désemparés.

Mais au-delà de tout, notre espérance, c'est que le Seigneur impose silence à cette ''tempête'' pour sa gloire et le bonheur de ses créatures. C'est la raison d'être de mes moments de méditation et de prière.

Oh Seigneur, prends pitié enfin et sauve le monde maintenant.
Amen !

Notre Dieu règne encore. À Dieu seul la gloire !

Vous pouvez relire le témoignage de Jean Patrick Nkolo Fanga en cliquant ici [>>>](#)

Vous pouvez relire le témoignage d'Adrien Bahizire Mutabesha en cliquant ici [>>>](#)